

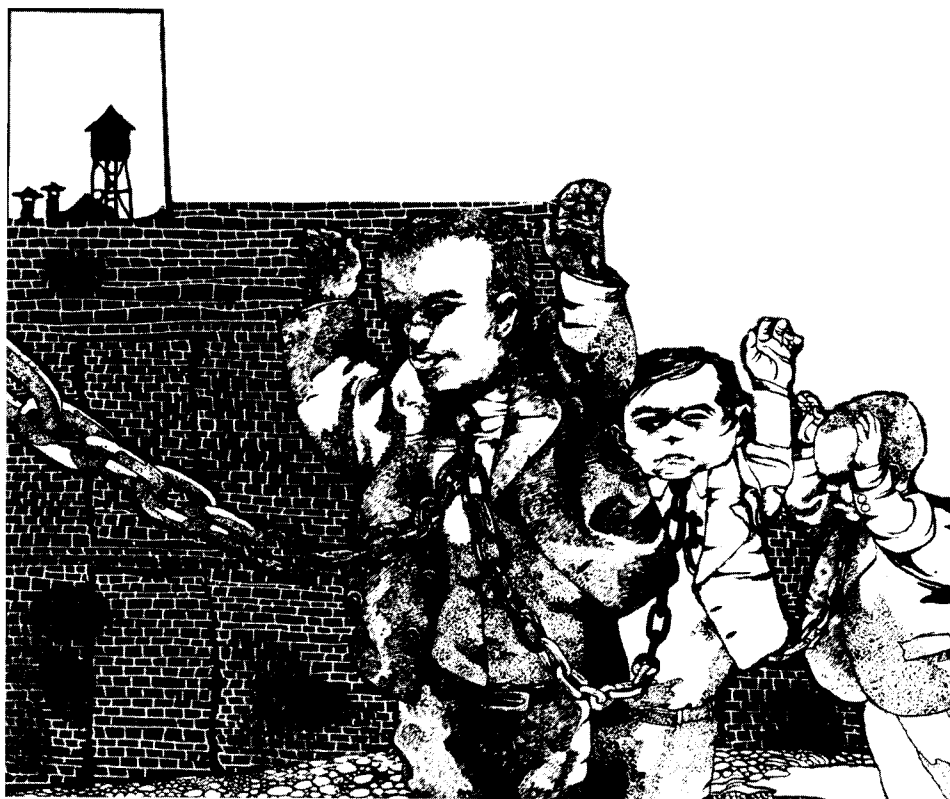
Mémoires

PAR ANDRÉ VITALIS

Michel Foucault s'étonnait dans "Surveiller et punir", au détour d'une référence de bas de page (p. 287), que les historiens se soient si peu intéressés à l'apparition de la fiche au milieu du 19^{ème} siècle.

Ainsi, en France, en 1833, le Ministère de l'Intérieur créait le premier système de fiches ou bulletins individuels permettant d'intégrer facilement des données nouvelles et de mobiliser très rapidement des informations sur les personnes recherchées. Cette invention, avec les nombreuses sophistications apportées ultérieurement, s'est révélée essentielle dans la mise en place de nouvelles méthodes de pouvoir, d'autant plus efficaces qu'elles s'exercent sans violence apparente et qu'elles savent rester cachées. Aujourd'hui, avec l'informatique et les télécommunications, ces méthodes ont élargi leurs possibilités et se sont étendues.

La récente découverte d'un "fichier des juifs" montre qu'à certaines époques troublées, la fiche peut conduire tout droit à la mort. Le fichier établi sous l'Occupation par la Préfecture de police de Paris, à la demande de la Gestapo, a servi en effet à opérer les rafles de 1941 (8700 arrestations), puis celle du Vel' d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942 (12884 arrestations). La violence de notre temps n'a certainement rien à envier à celle des siècles passés. Cette dernière cependant est beaucoup plus apparente et visible. Au cours d'un voyage en Espagne cet été, j'ai été amené à visiter, par le plus grand des hasards, une exposition temporaire consacrée aux instruments de torture utilisés en Europe par l'Inquisition et les tribunaux civils. Il y avait là toute une gamme d'outils et d'objets provenant des quatre coins d'Europe, dont la seule fonction était de faire souffrir, souvent jusqu'à la mort.



D.R.

Machineries monstrueuses étalées dans un but manifestement pédagogique, avec la distanciation nécessaire à une saine réflexion: notices techniques explicatives, description du contexte d'utilisation, gravures de l'époque mettant en scène l'instrument. A la fin de l'exposition, la guillotine apparaissait comme un moyen de civilisation incomparable et on retrouvait presque avec plaisir cet instrument familier de nos livres d'histoire. La meilleure destination qui pourrait être faite des 70000 fiches individuelles découvertes et des 30000 familiales serait de les verser dans le futur musée des horreurs de notre siècle. Les explications devront être ici plus nombreuses car, à la différence des anciennes, ces horreurs n'apparaissent pas au premier regard.

Les circonstances de la découverte du fichier, due à la ténacité d'un avocat, sont à méditer. En effet, ce fichier avait été activement recherché dix ans auparavant par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, à la suite d'un article du "Canard enchaîné", qui estimait qu'il n'avait pas été détruit. En 1980, deux représentants de cette commission avaient effectué une enquête approfondie et mené des investigations aux archives nationales et dans divers ministères (affaires étrangères, finances, anciens combattants). Tous les responsables qui ont été interrogés à cette époque, à savoir une cinquantaine de

personnes, ont prétendu ne rien savoir. On peut admettre ici, à la limite, que les dysfonctionnements bureaucratiques et les mauvaises communications entre les échelons, expliquent cette méconnaissance. En ce qui concerne les services directement concernés, cette explication ne peut être retenue. A l'évidence, ils savaient et ils n'ont rien dit. Un rapport d'enquête, effectué dernièrement au Ministère des Anciens combattants et qui vient d'être publié, estime que c'est la culture du secret du service des archives et de ses agents qui explique le mensonge.

Cette thèse ne touche pas à l'essentiel. En effet, on a affaire ici à une opération d'amnésie collective et organisée, qui gomme le tragique de l'histoire et ne veut en retenir que ce qui ne remet pas en cause certaines attitudes passées ou peut encore servir à la continuité d'une gestion. A y regarder de près, en effet, on s'aperçoit que le fichier a été accessible jusqu'en 1970 à des chercheurs et des étudiants en démographie, et qu'il était encore utilisé il y a peu de temps, comme base de données, pour vérifier la validité des dossiers de pension présentés par des anciens déportés. Lorsque le passé est trop encombrant, on peut le nier comme le font les révisionnistes. Une attitude somme toute plus confortable est de faire tout pour l'oublier et d'y contraindre les autres.